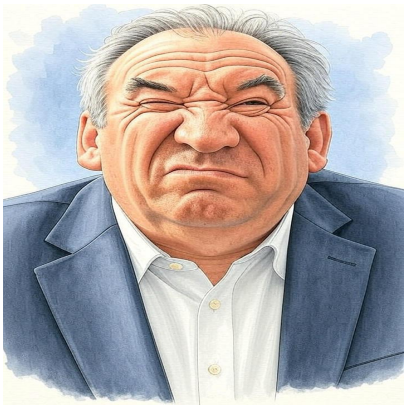

Le compte est pas bon

Description

On ne peut pas parler d'un franc succès pour le projet de budget présenté par le Premier ministre. Le contraire eût été étonnant, les Français étant fidèles à eux-mêmes, puisque tout en considérant à 57% que le plan de François Bayrou est «nécessaire» vu l'état des finances publiques, ils sont « en même temps » 72% à trouver qu'il ne «répartit pas équitablement les efforts demandés» (sondage Ifop du 17 juillet). Si 43% des Français sondés considèrent ce plan comme «courageux», 69% pensent qu'il n'est pas «réaliste», et 74% ne le considèrent pas «juste».

La suppression de deux jours fériés est la mesure la plus impopulaire, désapprouvée par 77% des sondés tandis que la création d'une contribution de solidarité pour les hauts revenus satisfait 74% d'entre eux.

En fait, le plan de Bayrou est la démonstration qu'en réalité il ne veut rien changer : il dépoussière un peu la vieille commode pour faire joli et pour gagner du temps en se rapprochant de la présidentielle. Le constat est net et navrant : aucune réforme structurelle n'est en vue. Contrairement à ce qu'il avait promis, pas de réforme en profondeur du fonctionnement de l'Etat n'est prévue, on ne sait toujours pas quelles agences et autres comités Théodule seront supprimés, rien sur les 35 heures, rien sur l'AME, etc… Finalement, les promesses de Bayrou n'engagent que ceux qui les écoutent.

Ce n'est pas faire preuve d'égoïsme ou de racisme lorsque l'on s'interroge sur l'absence de projet concernant l'immigration et son coût, qu'Eric WOERTH estime quasiment neutre, mais en se limitant au coût économique. N'en déplaise à la technocratie pour qui seuls les chiffres comptent, le spectre du coût de l'immigration déborde celui de la calculette, car il s'étend à la culture et aux mœurs, mais là n'est pas notre propos.

Avec la suppression de deux jours de congés, en mettant de côté la symbolique qui s'y rattache, que doivent comprendre ceux qui travaillent déjà et qui, le plus souvent, paient déjà des impôts ? Ils comprennent qu'ils ne travaillent pas assez. A cela, s'ajoute, pour certains d'entre eux, une probable augmentation de l'impôt sur le revenu à cause de l'année blanche qui leur fera franchir une tranche.

Ce n'est pas être d'extrême gauche que de dénoncer le refus, par les gouvernants, de solliciter les très

hauts revenus au prétexte qu'ils pourraient « partir ailleurs » tout en taxant, encore et toujours, les moyens et les petits revenus, au prétexte qu'eux ne peuvent pas fuir ni faire des investissements fiscalement profitables. La proposition de monétiser la cinquième semaine de congés sort du même tonneau : celui des travailleurs corvéables qui, avec les retraités, semblent constituer la seule variable d'ajustement du budget. Quid des entreprises ayant bénéficié de fonds publics (211 milliards) et qui continuent de délocaliser ?

Rien dans ce budget ne montre une volonté franche de réduire l'endettement de manière efficace et pérenne, puisqu'il ne touche pas au train de vie de l'Etat, mais qu'il vise à réduire celui de ceux qui contribuent le plus à l'impôt. C'est pourtant sur ces derniers que reposent les maigres espoirs d'une hypothétique relance économique !

Il est peu probable que ce projet de budget passe en l'état et ce n'est pas la nomination de madame Vallaud à la Cour des Comptes, en échange de la non-censure du gouvernement par les troupes socialistes dirigées par son mari Boris, qui y changera quelque chose…. Si toutefois ce devait être le cas, alors il faudra sortir le casque lourd, car il pleuvra autre chose que des pétales de roses…

O.T.

Categorie

1. Le mot de la semaine

date créée
28 juillet 2025